

diminué et en mourra avec le temps. Je ne veux pas voir le Parlement déprécié davantage. Par conséquent, j'estime qu'il est urgent pour tous les députés de réfléchir très sérieusement pour voir si le danger est aussi grand que je le crois, et s'il s'y trouve une solution appropriée. J'admets que la question doit être abordée avec le plus grand soin. Je ne propose pas de sauter de la poêle dans le feu, mais j'aimerais bien aider la Chambre à sortir de la poêle dans laquelle, je le crains, le Parlement rôtera à mort à moins que nous ne l'en sortions.

M. Robert Stanbury (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, j'applaudis à ce débat et je me réjouis de voir que tant d'autres députés souhaitent qu'on étudie une diffusion éventuelle des délibérations de la Chambre; en effet, les membres de l'opposition se sont rangés de notre côté. J'ai toujours, depuis mes débuts au Parlement il y a plus de trois ans, préconisé cette diffusion. Permettez-moi d'être, en toute déférence, en désaccord avec le chef de l'opposition (M. Stanfield) lorsqu'il dit que la télévision pourrait tuer ou discréditer le Parlement. Je pense que seuls ceux qui siègent ici peuvent faire cela. Le public, dans l'ensemble, n'a aucune idée des travaux parlementaires. Je me suis réjoui, quand le 12 septembre dernier, on a introduit l'usage de la télévision au Parlement, à l'occasion de son ouverture. Les gens ont pu entrevoir, du moins, comment se déroulaient les débats.

● (4.30 p.m.)

L'hon. M. Stanfield: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je n'ai pas voulu dire que l'introduction de la télévision ici tuerait le Parlement. J'ai voulu dire que ce qui s'y passait actuellement le ferait. Que le député ne se méprenne pas sur mes paroles.

M. Stanbury: Je pense avoir saisi le sens des paroles du chef de l'opposition. Je soutiens que l'usage de la télévision à l'intérieur ou à l'extérieur de cette enceinte ne ruinerait pas le prestige du Parlement; si cela arrive, ceux qui siègent ici en seront les seuls responsables, et non la presse électronique ou imprimée. A mon avis, le reportage télévisé de l'ouverture du Parlement n'a pas été un succès sans mélange. Les députés transpiraient, à moitié aveuglés par les projecteurs dont la lumière et la chaleur dépassaient celles que mes collègues ont jamais pu dégager. Les verres fumés poussaient sur le nez des parlementaires. Les yeux larmoiaient. Les migraines se multipliaient. Les chemises

[L'hon. M. Stanfield.]

étaient trempées. Quel «ouf» de soulagement quand on a enfin éteint les projecteurs!

Toutefois, le Parlement ne s'est pas effondré, l'institution n'a pas été tellement ébranlée et ses membres en sont sortis indemnes, sauf pour quelques brûlures aux yeux. Ce fut une prudente mesure d'essai, mais pour l'histoire parlementaire, ce fut un précédent de dimensions presque colossales. Peut-être les auditeurs et téléspectateurs n'y ont-ils rien vu d'extraordinaire, car ils sont blasés; presque tout passe à la télévision. Peut-être cela a-t-il eu l'air d'une brèche insignifiante dans la barrière électronique qui entoure le Parlement, mais je crois que ce fut un progrès historique dans la campagne que certains d'entre nous mènent pour élargir l'horizon démocratique du Canada.

Les congrès de partis ces deux dernières années, retransmis dans les salons et même les cabarets du pays, grâce à la radio et à la télévision, ont donné à des millions de Canadiens la première occasion de voir la politique à l'œuvre. Grâce à quelques personnalités nouvelles et fascinantes, la publicité électronique a éveillé l'intérêt du public à l'égard de la politique et lui a donné une importance nouvelle pour le Canadien moyen, qui a pu «assister» à ces congrès; il en a sans doute vu plus que nous, qui y étions pourtant en chair et en os. Qu'en a-t-il retiré? Cela lui a permis de choisir ses gouvernants et ses parlementaires, et, maintenant il veut les voir et les entendre dans le feu de l'action.

Mais pourra-t-il le faire? Je suis persuadé que nous devons nous occuper de ces lumières, mais je pense qu'on ne peut plus retarder la diffusion des séances, du moins celles des comités parlementaires.

Une voix: Il faudrait un quorum.

M. Stanbury: Après cela, ce n'est sûrement qu'une question de temps avant que le Parlement reconnaisse sans réserve la radio et la télévision comme des médias, ayant les mêmes droits et privilèges que les moyens d'information plus anciens.

Certains députés frémissent à l'idée de la télévision ou de la radiodiffusion. J'en ai entendu quelques-uns aujourd'hui exprimer ces sentiments, qu'ils n'ont pas encore exposés ici. A mon avis, la télévision encouragerait les députés à aborder les débats d'une façon plus sérieuse. Pourquoi ne pas utiliser les médias les plus modernes pour améliorer la communication entre le Parlement et le peuple? Si nous voulons la participation de tous à la chose publique, qu'y aurait-il de mieux? Plus que jamais, nos institutions